

DEPARTEMENT DE L'AIN – COMMUNE DE NANTUA

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS CONSEIL MUNICIPAL-SEANCE ORDINAIRE du lundi 18 novembre 2024 à 19h

Légalement convoqué le 12 novembre 2024, le Conseil municipal s'est réuni en séance ordinaire le lundi 18 novembre 2024 à 19h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire.

Présents : Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Olivier ROBIN, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Jean-Michel LEGRAND, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte CHEMIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Annick SERRE donne pouvoir à Séverine DEBUS
Florence GAUTHIER donne pouvoir à Sylvie CHARDEYRON
Jean-Henri LAURENT donne pouvoir à Christophe BLANC
Umus PERRONE excusée sans pouvoir

Absents non excusés : Nathalie ROMANET, Mhrican AVCI, Thomas GIRARD.

Nombre de membres en exercice : 23

Nombre de membres présents : 16

Nombres de pouvoirs : 3

Nombre de membres votants : 19

DR-2024- 81	Adhésion au contrat groupe assurance risques statutaires	<u>Rapporteur</u> : Olivier ROBIN
-------------	---	---

La commune de Nantua est adhérente au contrat groupe d'assurance statutaire du CDG01 qui prend fin contractuellement au 31 décembre 2024.

Par délibération n°2024-12 en date du 19 février 2024, le Conseil Municipal avait donné mandat au Centre de Gestion de l'Ain pour procéder à la consultation nécessaire à la conclusion d'un nouveau contrat-groupe d'assurance pour la garantie des risques statutaires.

Dans le cadre d'un nouveau marché, le Centre de Gestion a renégocié un nouveau contrat renouvelé auprès de WTW/CNP dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

DEPARTEMENT DE L'AIN – COMMUNE DE NANTUA

- Régime de capitalisation : tous les sinistres survenus pendant la période de votre adhésion seront remboursés jusqu'à leur terme, même après la résiliation du contrat.
- Respect du Statut de la Fonction Publique et de votre engagement en tant qu'Employeur
- Compétitivité des tarifs adaptés à la taille de votre Collectivité avec mutualisation des taux
- Pérennité et stabilité des tarifs avec engagement de maintien taux pendant 2 ans
- Parfaite continuité de prise en charge des sinistres et gestion inchangée pour les Collectivités déjà adhérentes (mêmes interlocuteurs, procédures identiques, même Extranet)
- Formation à l'outil de gestion pour les nouveaux adhérents
- Délai de remboursement rapide et système de tiers payant pour les Frais Médicaux liés à l'AT/MP
- Service d'Ecoute Psychologique et de Recours contre tiers responsable inclus dans l'offre

L'assureur est CNP Assurances et le courtier WTW.

Le contrat est conclu pour 4 ans avec une date d'effet au 01/01/2025

Il est résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de 6 mois.

Concernant la commune de Nantua les nouveaux taux proposés figurent dans les actes d'engagements tels que joints en annexe à la présente délibération.

Il est proposé de retenir les garanties identiques à l'ancien contrat en termes de taux de remboursement des indemnités journalières à savoir un taux de remboursement de 100 % des indemnités journalières et de conserver les délais de franchise sauf pour la maladie ordinaire des agents CNRACL.

En revanche il est proposé :

- ✓ D'augmenter la franchise de l'indemnisation de la maladie ordinaire 30 jours au lieu de 15 jours pour les agents CNRACL. (En effet le délai pour remplacer un agent absent est d'au moins 1 mois en moyenne.)
- ✓ De modifier la base de calcul de l'assurance en ne retenant que le traitement brut indiciaire, les primes maintenues en cas d'arrêt de travail, et un taux de charge patronales de 40% pour les agents CNRACL et de 33% pour les agents IRCANTEC. (Retrait de la prise en compte du Supplément Familial de Traitement et de la NBI)

Ces précisions étant apportées il est proposé de souscrire à la proposition suivante ci-dessous détaillée :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

DEPARTEMENT DE L'AIN – COMMUNE DE NANTUA

Agents Permanents (Titulaires ou Stagiaires) affiliés à la C.N.R.A.C.L.

Risques garantis :

- Décès
- Congé pour invalidité temporaire imputable au service
- Longue maladie, maladie longue durée
- Maternité y compris congés pathologiques / Adoption / Paternité et accueil de l'enfant
- Maladie ordinaire ou temps partiel pour raison thérapeutique sans arrêt préalable à l'expiration d'une période de franchise mentionnée à l'acte d'engagement
- Temps partiel pour raison thérapeutique consécutif à un arrêt, mise en disponibilité d'office pour raison de santé, infirmité de guerre, allocation d'invalidité temporaire
- Maintien du demi-traitement pour les agents ayant épuisé leurs droits à prestations

Conditions : (garanties/franchises/taux)

GARANTIES avec indemnité journalière à 100%	FRANCHISES RETENUES	TAUX
Décès	Sans franchise	0,23%
Accident de service et maladie contractée en service	Sans franchise	0,80%
Longue maladie, maladie longue durée	Sans franchise	2,06%
Maternité (y compris congés pathologiques), adoption, paternité et accueil de l'enfant	Sans franchise	0,77%
Maladie ordinaire ou temps partiel pour raison thérapeutique sans arrêt préalable	Franchise 30 jours consécutifs	1,60%

Agents Titulaires ou Stagiaires non-affiliés à la C.N.R.A.C.L. et des Agents Non-Titulaires ou Agents affiliés I.R.C.A.N.T.E.C

Risques garantis :

- Congé pour invalidité imputable au service
- Grave maladie
- Maternité (y compris congés pathologiques) / Adoption / Paternité et accueil de l'enfant
- Maladie ordinaire à l'expiration d'une période de franchise mentionnée à l'acte

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

DEPARTEMENT DE L'AIN – COMMUNE DE NANTUA

d'engagement

- Reprise d'activité partielle pour motif thérapeutique

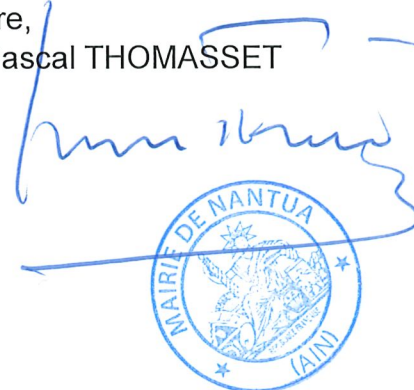

Conditions : (garanties/franchises/taux)

GARANTIES ET FRANCHISES – Indemnité journalière à 100%	TAUX
Tous les risques, avec une franchise de 15 jours par arrêt en maladie ordinaire	1.10 %

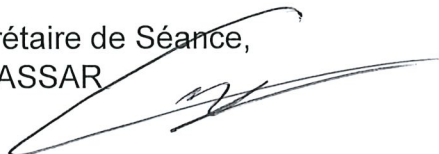
Cela étant exposé, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, a décidé, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS :

- **D'APPOUVER** la proposition de contrat d'assurance pour les risques statutaires aux conditions ci-dessus détaillées
- **D'AUTORISER** Monsieur Le Maire à signer les contrats correspondants ainsi que tout acte s'y rattachant.

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET

La Secrétaire de Séance,
Suzy CASSAR



Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.
Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-préfecture de Nantua le.....
Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET, Maire de Nantua

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.